

Groupes constitués au sein du Conseil municipal

Pour la majorité

Groupe Citoyen, écologiste et solidaire (Autrement, EELV, Génération.s)

Samira Aït Bennour, Salah-Eddine Belattar, Nader Beyk, Marianne Camara, Élodie Casanova, Kévin Cohen, François Dechy, Marc Elfassy, Élodie Girardet, Mathieu Langlois, Julie Lefebvre, Coralie Lefebvre, Yvon Lejeune, Manuel Marques, Lennie Nicolle, Tuyet-Vân Pham, Marie-Christine Poussin, Hakim Saidj

Groupe Communiste, Anticapitaliste et Citoyen

Sofia Dauvergne, Stéphane Dupré, Tony Laïdi, Brigitte Moranne, Issam Sahili

Groupe des non-encartés "Les Citoyennens"

Denis Moreau Sevin, Vincent Pruvost

Groupe France Insoumise de Romainville

Nathalie Gaumondy, Pilar Serra

Pour l'opposition : intergroupe Romainville Unie

Groupe Parti Socialiste

Tassadit Chergou, Daouda Gory, Soraya Jebari, Ali Kissi, Bruno Lotti

Groupe Romainville Écologie

Isabelle Michelot, Stéphane Weisselberg

Groupe La République En Marche

Cécile Philippin

LA PAROLE AUX ÉLU·E·S DE L'OPPOSITION

Pour un maintien d'activités périscolaires de qualité

Dans ce contexte marqué par la crise sanitaire, l'actuelle municipalité s'est saisie de la souplesse offerte par le décret du 27 juin 2017 autorisant le retour à une semaine de quatre jours pour organiser une concertation sur les rythmes scolaires. Cette concertation prend la forme d'un questionnaire dont on peut cependant regretter qu'il ait été lancé sans la moindre évaluation du dispositif. Certes, il est légitime de réouvrir le débat sur les rythmes scolaires comme nous nous y étions engagés durant la campagne. Cependant, vouloir pérenniser une offre périscolaire gratuite et de qualité permettant de promouvoir l'égalité des chances l'est tout autant. Or il est regrettable que cette intention à peine dissimulée de modifier les rythmes scolaires se fasse sans plan d'action crédible sur les activités périscolaires. En cas de retour à la semaine de 4 jours, quelle offre de service du mercredi et quels modes de garde seront proposés aux familles? La plupart des acteurs locaux soulignent les effets bénéfiques de la réforme sur les dynamiques territoriales, grâce à la mise en place des Projets Educatifs De Territoire (PEDT). Quel avenir pour cet outil de pilotage territorial nationale qui a apporté une vraie plus-value éducative? Enfin, comment de pas souligner le fait que les activités périscolaires ont permis une évolution des métiers d'animation. Des résultats positifs en termes d'évolution des pratiques professionnelles, de coopération et de reconnaissance de complémentarité du rôle des acteurs éducatifs ont été observés, avec par exemple des formations partagées en lien avec l'Éducation nationale. Quel avenir pour ces animateurs dont beaucoup sont de jeunes Romainvillois? Toutes ces questions restent en suspens. Il serait bon qu'avant toute décision hâtive, des réponses soient apportées.

Groupe Parti Socialiste
@Facebook/PS Romainville

L'exception culturelle française, une chimère ?

Quand le Conseil d'Etat déboute des représentants du spectacle et du cinéma de leur référé Liberté pour la réouverture des lieux culturels, non sans rappeler que leur fermeture porte une atteinte grave aux libertés, on s'interroge sur le sens de l'exception culturelle française.

Quand des pays comme l'Espagne, le Portugal, La Serbie, le Monténégro, la Croatie, à situation sanitaire comparable à la nôtre, maintiennent ouverts cinémas, théâtres, salles de spectacle, sans qu'aucun cluster n'y ait été décelé, on s'étonne et on s'indigne que le gouvernement français renonce à considérer les nourritures immatérielles comme un bien essentiel.

Mais en est-il différemment de nos autorités locales qui semblent accepter cela, sans chercher à inventer des formes de diffusion et de création nouvelles, pourtant expérimentées par certaines communes voisines? Ni même à s'engager dans un processus de réflexion.

On pourrait imaginer par exemple des concerts au balcon ou chez l'habitant, en particulier pour les personnes isolées, des fanfares sur les marchés, de la poésie au téléphone, des expositions virtuelles ou réelles avec jauge adaptée, un concours de « Street art » dans l'espace public, des conférences en visio...

Si la culture est une exception, elle impose de faire appel à l'imagination, à l'originalité et à la créativité.

Nous proposons à la majorité municipale de lancer un appel à projet en direction des acteurs culturels pour inventer pendant le confinement des formes artistiques à vivre, pour résister à l'isolement, partager des émotions, se ravir, s'offusquer, débattre, bref, être vivant!

Groupe Romainville Écologie

Qualité de vie, pollutions et insécurité de l'autre côté de l'A3

La prévention des pollutions, l'accès à la nature et la sécurité au quotidien sont des enjeux majeurs pour les Romainvilloises et Romainvillois. Ils concernent leur santé physique et mentale et la qualité de vie, notamment des plus vulnérables, des plus âgés et des enfants.

Nous apportons notre soutien aux riverains du site pollué Wipelec et saluons l'engagement du Maire à leurs côtés. Nous espérons cependant que les actions de la ville pour corriger les nuisances subies par les habitants de ce côté de l'A3 ne se limiteront pas à soutenir l'adjoint à l'urbanisme dans son combat.

Les difficultés vécues aux 3 Communes, Ormes ou délaissés de l'A186, sont nombreuses: pollutions sonores et de l'air qui dépassent régulièrement les normes de santé, absence d'espace de nature cruellement ressentie lors du dernier confinement, circulation de véhicules lourds sur des voies et carrefours non aménagés, cambriolages, incendies, vols de véhicules et incivilités diverses.

Dans le souci partagé d'adoucir et améliorer le quotidien des habitants de ces quartiers, voici quelques propositions: Implanter une forêt urbaine aux abords de la future station T1 et défendre une couverture verte de l'A3 pour recoudre la ville; Revoir le plan de circulation et stationnement; Renforcer la présence de la police municipale et l'implantation de caméras de vidéo-protection; Défendre l'installation d'un commissariat aux 3 communes.

Il ne tient qu'à la majorité de s'emparer de ces projets qui pourraient profiter à la ville entière.

A toutes et tous, meilleurs voeux de santé, douceur et espoir pour l'année 2021.

Groupe La République En Marche

LA PAROLE AUX ÉLU·E·S DE LA MAJORITÉ

La ville protège son tissu associatif avec un fonds de soutien

Face aux crises que nous rencontrons depuis mars dernier, sanitaire et économique, la vigueur du tissu associatif de notre ville aura une fois de plus démontré son importance vitale. Les romainvillois et leurs associations ont déployé de multiples initiatives dans les derniers mois pour résorber les effets dévastateurs de ces crises sur notre ville dans tous les domaines: social, économique, éducatif... Pour les jeunes, pour les familles de Romainville, ces actions ont été essentielles et il faut à nouveau saluer l'élan de solidarité dont nous avons toutes et tous pu être les témoins.

Mais ces actions ont représenté un coût élevé pour nos associations. Elles ont eu aussi à subir des baisses de moyens que les crises ont provoquées.

La municipalité a fait le choix, clair et évident, de soutenir nos associations qui ont été mises à mal et fragilisées lors de cette période difficile. En transparence, un fonds de soutien de 100 000 euros avait été voté en décembre 2020, accompagné de critères précis pour l'attribution de subventions aux associations engagées dans les solidarités romainvilloises. Les dossiers qu'elles ont remis, et le dialogue quotidien mené avec elles, ont abouti au constat de l'importance de leur action et de la précarité de leur situation.

La commission composée d'élus de tout le conseil municipal a défini les règles appliquées pour répartir, sur près d'une trentaine d'associations, la somme allouée.

C'est ainsi que nos principes d'action, dialogue, transparence et équité, ont permis de construire ce fonctionnement, inédit, au service de nos associations.

Groupe Citoyen, écologiste et solidaire

Projet de renouvellement urbain du quartier Youri Gagarine

Alors qu'il y a 750 000 demandeurs de logements sociaux en Île-de-France, au nom de la mixité sociale derrière laquelle se cache la gentrification, on élabore des ANRU incluant des démolitions de logements sociaux et la construction de logements intermédiaires et en accession à la propriété. Pourtant la proximité spatiale n'engendre pas automatiquement de proximité sociale. Au contraire, elle peut déstabiliser le tissu social existant. En 2013, sans concertation préalable, les habitants du quartier Gagarine ont appris que leur quartier allait faire l'objet d'une rénovation. Ce projet dense prévoyait la destruction de 9 bâtiments soit 476 logements sociaux et la rénovation des 3 tours soit 318 logements. Si la forte contestation parmi les habitants, relayée par les élus d'opposition de gauche de l'époque, a obtenu une réduction de la densification initiale (les logements supplémentaires sont passés de 1539 à 965), la co-construction avec les habitants a été oubliée de la « concertation ». Il ne leur a jamais été proposé un autre projet basé sur la valorisation de l'existant. Pourtant, en 2019, le prix européen a récompensé la transformation de 3 bâtiments bordelais d'habitat social des années 60. Voilà des années que des architectes plaident inlassablement contre la politique de table rase et pour la préservation du patrimoine des grands ensembles, considérant les habitants comme leurs partenaires. Afin de redonner aux habitants le pouvoir d'agir sur le devenir de leur quartier, la nouvelle majorité a décidé de rouvrir la concertation concernant la phase 2 et 3 du projet du quartier Gagarine représentant 75% du bâti. Cette concertation portera sur les choix en matière de rénovation, sur les espaces et services publics, les espaces verts, la densité. Notre groupe se félicite de cette décision.

Groupe Communiste, Anticapitaliste et Citoyen

Site pollué wipelec de Romainville Les morts retrouvent leur dignité, les vivants gagnent en sécurité

A l'automne 2014, les habitants du quartier des Ormes, situé entre l'autoroute A3 et la ville voisine de Montreuil, apprennent que leur quartier est pollué. Principale solution proposée, vendre leur foncier au plus petit fond de pension Rothschild, "véhicule d'investissement" suisse-luxembourgeois Ginkgo Advisor.

À la même période, la municipalité tente de valider une modification du PLU pour augmenter de 50% la constructibilité du site pollué. Devant cette synchronicité, des habitants se regroupent et enclenchent des démarches pour s'informer davantage.

6 années de combat [et bien d'autres à venir] Devant l'absence totale d'accompagnement par les pouvoirs publics, en juin 2016, une trentaine de romainvillois-e-s et 2 associations déposent plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui. Santé Public France considère ce quartier comme cluster national de recherche sur les conséquences des effets cocktail. Décès par cancers, AVC et naissances prématurées sont recensés. Le préfet d'alors est poursuivi au tribunal administratif pour défaut d'informations. L'Ademe sécurise certaines habitations quand d'autres subissent des restrictions d'usage. Durant ces 6 années, nuits d'angoisses, larmes et colères assombrissent le cœur des habitants.

2021, front commun Devant tant d'escobarderies, la nouvelle Municipalité s'engage avec les habitant-e-s. Nous saluons le courageux engagement des habitants, des associations et de la nouvelle gouvernance. Travaillons ce qui nous rassemble.

Groupe des non-encartés "Les Citoyennens"

Protégeons notre Corniche !

La Forêt de la Corniche des Forts, réserve exceptionnelle de biodiversité à seulement 2 km de Paris, couvre 40 hectares dont 25 à Romainville.

Sur les vestiges des carrières de gypse, fermées au public il y a près de 60 ans, ses chênes et ses saules abritent renards, hérissons, oiseaux migrateurs de passage...

Mais la Région d'Île de France, sous la direction de Valérie Péresse, foule au pied cet écosystème, au prétexte de construire une Île aux loisirs, sans concertation avec les habitants.

Depuis 2018, une intense mobilisation citoyenne combat ce projet. Mais les pancartes n'arrêtent pas les bulldozers. Des milliers d'arbres sont tombés. Le béton a coulé. Un patrimoine historique minier est englouti. Nous voici privés d'un espace de fraîcheur. Les associations qui ont combattu le projet exigent désormais la sanctuarisation des 20 ha restants de la forêt.

Magnanime, la Région propose de conclure un contrat ORE (obligations réelles environnementales), prévu à l'article L. 132-3 du code de l'environnement, pour une durée de 30 ans. Mais ce dispositif ne garantit pas la protection juridique de la forêt.

La France Insoumise, avec l'association des amis de la corniche des forts, défend son classement en forêt de protection, en vertu de l'article L411-1 du code forestier qui dispose que « les bois et forêts situés à la périphérie des grandes agglomérations, ainsi que dans les zones où leur maintien s'impose, soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population, peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique ». Seul ce classement garantira une véritable sanctuarisation de la forêt et sa biodiversité.

Groupe France Insoumise de Romainville

L'ÉQUIPE MUNICIPALE

Le Maire, les Maires-adjointes et les Maires-adjoints



François DECHY
Maire de Romainville
Conseiller territorial d'Est Ensemble
Conseiller métropolitain délégué au Développement de l'Offre d'Insertion et à la Création de l'Observatoire Métropolitain de l'Insertion



Samira AÏT BENNOUR
Première Maire-adjointe
Égalité territoriale
Démocratie participative
Habitat
Salubrité publique



Hakim SAIDJ
Maire-adjoint
Tranquillité publique
Prévention
Propreté
Lien intergénérationnel



Sofia DAUVERGNE
Maire-adjointe
Action sociale
Santé
Solidarités
Retraités



Vincent PRUVOST
Maire-adjoint
Urbanisme
Aménagement - Mobilités
Lutte contre les pollutions
Conseiller territorial d'Est Ensemble



Élodie GIRARDET
Maire-adjointe
Petite enfance
Éducation
Affaires scolaires



Marc ELFASSY
Maire-adjoint
Transition Écologique



Tuyet-Vân PHAM
Maire-adjointe
Culture
Fêtes
Vie associative



Mathieu LANGLOIS
Maire-adjoint
Vie économique locale
Commerces, Entrepreneuriat
Économie Sociale et Solidaire
Innovation - Emploi



Pilar SERRA
Maire-adjointe
Finances
Budget climat
Évaluation de l'impact des politiques publiques



Tony LAÏDI
Maire-adjoint
Épanouissement et réussite de la jeunesse
Sports

Les Conseillers municipaux et les Conseillères municipales avec délégation



Nader BEYK
Conseiller municipal délégué
Ressources Humaines
Dialogue social



Marianne CAMARA
Conseillère municipale déléguée
Éducation à l'Environnement
Mission Zéro Déchet



Coralie LEFEBVRE
Conseillère municipale déléguée
Lutte contre les discriminations
Droits des femmes
Accessibilité
Handicap



Lennie NICOLLET
Conseiller municipal délégué
Coopération décentralisée
Europe
International

Les Conseillers municipaux et les Conseillères municipales avec mission



Yvon LEJEUNE
Conseiller municipal
Relations Police/justice
Transparence de la vie publique



Issam SAHLI
Conseillère municipale
Soutien à la parentalité



Brigitte MORANNE
Conseillère municipale
Santé
Conseillère territoriale d'Est Ensemble



Nathalie GAUMONDY
Conseillère municipale
Place de l'animal dans la ville

Les Conseillers municipaux et les Conseillères municipales avec mission



Stéphane DUPRÉ
Conseiller municipal
Démocratie alimentaire



Denis MOREAU SEVIN
Conseiller municipal
Economie en transition
Mobilités durables



Marie-Christine POUSSIN
Conseillère municipale
Écologie urbaine



Julie LEFEBVRE
Conseillère municipale
Biodiversité
Première Vice-Présidente du Conseil territorial d'Est Ensemble - Développement économique, Emploi et Insertion



Salah-Eddine BELATTAR
Conseiller municipal
Débat budgétaire
Pilotage financier



Élodie CASANOVA
Conseillère municipale
Épanouissement de l'enfant



Manuel MARQUES
Conseiller municipal
Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024
Entrepreneuriat



Kevin COHEN
Conseiller municipal
Mémoire
Anciens combattants
Lien intergénérationnel

Les Conseillers municipaux et les Conseillères municipales de l'opposition : Romainville Unie



Cécile PHILIPPIN
Conseillère municipale
Présidente de la Commission des finances
La République en Marche



Daouda GORY
Conseiller municipal
Parti Socialiste
Conseiller territorial d'Est Ensemble



Soraya JEBARI
Conseillère municipale
Parti Socialiste



Bruno LOTTI
Conseiller municipal
Parti Socialiste



Tassadit CHERGOU
Conseillère municipale
Parti Socialiste



Stéphane WEISSELBERG
Conseiller municipal
Romainville Écologie



Isabelle MICHELOT
Conseillère municipale
Romainville Écologie



Ali KISSI
Conseiller municipal
Parti Socialiste